



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Construisons une grande mobilisation pour arrêter ce gouvernement !

LE P'TIT ANJOU ROUGE, BULLETIN DU NPA 49 (<http://npa49.free.fr/>) DU JEUDI 22 MARS 2018

La mobilisation contre le gouvernement Macron-MEDEF est enfin lancée. Cette journée du 22 mars doit être un point de départ pour mettre un coup d'arrêt à sa politique.

Mobilisé.e.s : les fonctionnaires, les salariés d'Air France, les cheminot.e.s, les hôpitaux, les EHPAD, les retraité.e.s contre la hausse de la CSG, les jeunes contre la sélection, les migrant.e.s contre la répression policière et pour leurs droits humains (comme celui à l'eau potable, n'est-ce pas M. Béchu ?), les militant.e.s écologistes contre le productivisme écocide, les femmes contre les inégalités salariales. Dans le privé, les salarié.e.s se battent aussi : contre les licenciements, les suppressions de postes ou les fermetures d'entreprise comme à Ford Blanquefort. L'épreuve de force est donc bel et bien lancée entre un gouvernement qui, pour les profits d'une infime minorité, veut casser toutes les solidarités et le monde du travail.

Nous sommes tou.te.s attaqué.e.s par ce gouvernement

Les attaques pleuvent contre tou.te.s les salarié.e.s. Le gouvernement Macron veut en finir avec les acquis sociaux. Il veut casser le statut de fonctionnaire, les remplacer partiellement par des contractuel-le-s sous-payés et décupler la précarité : la casse du statut des cheminots est en cours d'élaboration, mais celle des enseignants avec la nouvelle réforme de la formation et de toute la fonction publique au travers de CAP2022 sont programmées. Il engage une attaque similaire à la loi travail qui a réduit les droits des salarié.e.s dans le privé.

Le gouvernement veut supprimer des emplois : 120 000 dans les services publics ! Dans le même temps, se multiplient les plans de suppressions de postes dans le privé : à Ford, PSA, Carrefour, Pimkie, Pages jaunes... et Macron veut maintenant s'en prendre à l'assurance chômage ! Les privatisations, à la SNCF et ailleurs, dégraderont inévitablement le service aux usagers et provoqueront une augmentation des tarifs pour satisfaire les actionnaires. Refusons-les !

Construire et gagner l'épreuve de force

Le gouvernement n'est pas idiot : il sait qu'en s'attaquant à tous ces secteurs en même temps, il engage une confrontation globale avec le monde du travail. Son objectif est, après avoir gagné la bataille

de la « loi travail », de nous infliger une défaite qui lui permette de faire passer ensuite de nouvelles attaques, notamment contre les retraites.

Nous sommes donc tou.te.s concerné.e.s par la lutte qui s'organise. Ce gouvernement ne cédera que face à un rapport de force considérable, un grand mouvement de grève qui fasse se rejoindre différents secteurs, avec des manifestations massives. C'est à notre portée, mais pour cela, nous devons, petit à petit, ne pas nous contenter de journées de mobilisations, mais faire en sorte que différents secteurs basculent dans un mouvement permanent. Pour en discuter, nous avons besoin d'AG unitaires, qui permettent de discuter de la construction de notre lutte.

Un **appel politique unitaire** pour soutenir la mobilisation qui s'engage a été signé par Alternative Libertaire ; EELV ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale ; Génération.s ; Groupe Parlementaire FI ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche ; République et socialisme. C'est un bon signe, peut-être le début d'une mobilisation nationale et unitaire pour construire une opposition militante à ce gouvernement, dans les entreprises, les quartiers, les régions.

Pour un plan d'urgence anticapitaliste

Beaucoup de salarié.e.s hésitent à s'engager dans la bataille car, si les attaques du gouvernement peuvent nous faire perdre beaucoup, la situation est déjà dramatique sur la plupart des lieux de travail. C'est pour cette raison que, 50 ans après Mai 68, il est temps de lancer une contre-offensive, pour imposer aux capitalistes des mesures d'urgence : la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire pour en finir avec le chômage et la souffrance au travail, l'interdiction des licenciements, des suppressions de postes, la réquisition des banques et grandes entreprises. C'est pour la victoire de ces

revendications, pour les imposer au gouvernement et au grand patronat, et - au-delà - pour une autre société, démocratique, écologique, sociale et solidaire, que nous nous battons aujourd'hui.



LE BLOG DU NPA 49

<http://npa49.free.fr/>

Sur Facebook :

www.facebook.com/npa49

contact : npa49@yahoo.fr

Impr. Spéc. - ne pas jeter sur la voie publique



Une réunion unitaire d'une grande partie des organisations politique du mouvement ouvrier s'est tenue dans les locaux du NPA la semaine dernière. Elle a abouti à un appel politique unitaire large en soutien aux mobilisations à la SNCF et dans les services publics. Une conférence de presse se tiendra également ce jeudi. C'est un premier pas pour une riposte politique coordonnée avec la riposte syndicale aux terribles attaques antisociales du gouvernement Macron.

Déclaration unitaire :

Défendons tous les services publics !

Solidarité avec les cheminots et les cheminotes !

Voilà des années que les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social : sous-investissent dans le rail et investissent massivement vers autoroutes et autocars, privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds.

Depuis 1997 et la création de RFF, la SNCF est toujours plus segmentée, pour casser le corps social cheminot et poursuivre les privatisations préconisées par les « directives » européennes. Aujourd'hui Macron pousse au bout la logique, de l'éclatement de la SNCF. Partout en Europe, les recettes qu'il veut appliquer produisent la disparition de lignes, l'explosion des prix, la vétusté des installations et des trains, la disparition du fret. C'est toute la population qui paie triplement l'addition : financièrement, par l'inégalité territoriale induite et par sa santé altérée par la pollution générée.

Après 20 ans d'une libéralisation amplifiée, l'empilement des directives européennes poussant dans ce sens, Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les usagers et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, il accable les cheminot.e.s, les faisant passer pour des privilégié.e.s qui, comme les retraité.e.s, les étudiant.e.s ou les chômeur.e.s, ruineraient la France. La réalité est tout autre : ils et elles se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent.

Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.

Face à ce gouvernement, qui veut parachever la transformation d'un service public censé être guidé par l'intérêt général en une entreprise du CAC 40, les cheminots et les cheminotes ne sont comptables de rien. Pas plus que les étudiant.e.s qui perdent une partie de leurs APL, les retraité.e.s qui voient la CSG augmenter, les personnels de soins, les enseignant.e.s, les chômeur.e.s ou l'ensemble des fonctionnaires. Pas plus que les migrant.e.s qui subissent une politique indigne.

Macron et Philippe veulent en faire des boucs émissaires ? Nous affirmons collectivement qu'ils et elles sont les victimes des politiques libérales menées depuis tant d'années, qui expliquent la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Ils nous veulent désunis ? Nous répondons que nous serons dans la rue le 22 mars pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminot.e-s, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usager.e-s.

Alternative Libertaire (AL) ; Europe-Écologie Les-Verts (EELV) ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe Parlementaire France insoumise (FI) ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG) ; République et socialisme.

Angers : succès de la convergence EHPAD-retraitéEs

Pas moins de 2200 retraité.e.s et personnels des EHPAD et de l'aide à domicile ont défilé ensemble jeudi 15 mars à Angers. Les premiers – en nombre – dénonçaient la hausse non compensée de la CSG (1,7 point). Les EHPAD exigeaient des moyens et des personnels face à la dégradation du service rendu (notamment un ratio d'un agent par résident contre 0,6 actuellement, ce dont la ministre Buzyn ne veut pas entendre parler : il n'y aurait "pas les moyens budgétaires" selon elle, manière de dire que les profits capitalistes doivent passer avant la vie des prolétaires). La convergence des EHPAD et retraité.e.s est un début. Qu'elle s'étende à tous les salarié.e.s !

